



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-29083>

Département(s) de publication : **62**

Annonce n° **25-29083**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 38333011500023

Ville : Euralille

Code postal : 59777

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 62

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : www.marches-securises.fr

Identifiant interne de la consultation : TRX5528APE

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service juridique et commande publique

Adresse mail du contact : marches-publics@epf-hdf.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique. | Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants | Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature | Certificats

de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Niveaux spécifiques minimaux exigés : Pour les travaux de démolition : qualification Qualibat 1112 --- Pour les travaux de désamiantage : attestation Qualibat 1552 ou AFNOR Certification ou Global Conseil --- Pour les travaux de dépollution : Qualification LNE, site et sols pollués NFX 31-620-4, exécution des travaux de réhabilitation ou références et éléments de preuve attestant de la capacité des candidats désignés à réaliser des travaux de traitement de la pollution des sols | Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés | Si, pour justifier de ces Niveaux spécifiques minimaux, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées ci-avant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 14/04/2025 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Exigée

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : BIENVILLERS-AU-BOIS - Opération "Bâtiments industriels, Rue de pommier" - Travaux de désamiantage, de démolition et gestion des sources de pollution concentrées

Code CPV principal - Descripteur principal :

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La présente consultation s'inscrit dans le cadre de la requalification d'un ancien site industriel d'une surface de 38 893 m² dont 17 254 m² de bâti, comprenant un hangar industriel, un bureau associé à un hangar industriel (bâtiment bureau) et un ancien atelier/magasin. Les travaux comprennent le désamiantage, la déconstruction des bâtiments et des surfaces extérieures (voiries en enrobés et dallages principalement), la gestion des sources concentrées de pollution et la mise en oeuvre d'aménagement écologique en compensation de l'impact des travaux.

Lieu principal d'exécution du marché : BIENVILLERS-AU-BOIS (62)

Durée du marché (en mois) : 10

Valeur estimée (H.T.) : entre 1400000.0 euros et 1600000.0 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Les modalités d'organisation des visites obligatoires du site sont précisées au règlement de la consultation.

Autres informations complémentaires : Critères de jugement des offres retenus pour cette consultation : Prix des prestations (pondération sur 60) et valeur technique (pondération sur 40). Le règlement de la consultation précise les modalités de mise en oeuvre des critères de jugement | L'exécution du marché prévoit la réalisation de 300 heures d'insertion | L'exécution du marché prévoit la valorisation de métaux (800 tonnes) | Voies et délais des recours dont dispose le candidat : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat --- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat --- Recours de pleine juridiction en

contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 14/03/2025